

Histoire de la Chine moderne

M. Pierre-Étienne WILL, professeur

Cette quatrième et dernière livraison sur l'histoire du Guanzhong (la plaine centrale du Shaanxi, capitale Xi'an) au début de l'époque républicaine s'est concentrée sur la lente et difficile mise en route d'un « cycle vertueux de développement » dans la région à partir de la décennie 1930. Nous avons retracé dans nos cours des trois dernières années l'histoire chaotique du Guanzhong pendant les deux décennies précédentes : la guerre civile, la famine, les projets de modernisation avortés, la spirale descendante du sous-développement... L'automne 1930 marque un point tournant à beaucoup d'égards. Politiquement et militairement, d'abord, c'est la fin ce qu'on peut appeler le cycle des seigneurs de la guerre. Dès les lendemains de la révolution de 1911, ou presque, la vie de la région (comme celle de beaucoup de régions en Chine) avait été dominée et rythmée par les rivalités de ces chefs d'armées dont le but principal, sinon toujours exclusif, était d'accroître leur propre puissance en exploitant sans scrupule les ressources des territoires qu'ils étaient capables de contrôler. Certains ont réussi à occuper plus ou moins longtemps le poste de gouverneur militaire du Shaanxi, avec la sanction du gouvernement central, mais leur pouvoir ne s'étendait jamais qu'à une fraction limitée du territoire de la province, le reste étant aux mains de militaristes locaux qui n'obéissaient à aucun ordre. Ces derniers ont été réduits un à un en 1927 et 1928 par les lieutenants de Feng Yuxiang, l'un des « grands » seigneurs de la guerre de l'époque, qui nourrissait des ambitions nationales et à qui le nouveau gouvernement nationaliste avait été contraint de laisser le contrôle du Nord-Ouest, ce qui ne l'avait pas empêché de se retourner contre lui. Le régime de Nankin n'impose définitivement son pouvoir à Xi'an qu'en octobre 1930, après avoir défait les forces de Feng Yuxiang, et c'est à partir de là que le Shaanxi cesse de servir périodiquement de champ de bataille pour factions militaristes rivales. (La guerre contre les bases communistes situées dans le nord de la province est l'exception, mais elle a été conduite assez mollement et a cessé avec la proclamation du second « Front uni » fin 1936.)

La fin de 1930 marque aussi la sortie d'une sécheresse qui dure depuis deux ans et qui s'est conjuguée aux exactions des militaires et à la désorganisation générale de la société pour causer l'une des plus épouvantables famines de l'histoire au Shaanxi et dans la province voisine du Gansu. Le retour à l'ordre que laisse espérer l'entrée des nationalistes à Xi'an a convaincu les principales organisations philanthropiques du pays de revenir dans une région qu'elles avaient pour la plupart d'entre elles désertée par manque de sécurité. Elles bénéficient du plein appui des nouvelles autorités provinciales, et le mot d'ordre désormais est non seulement de secourir les populations affamées, mais aussi de jeter les bases du développement économique. L'un des projets phares, la réhabilitation du système d'irrigation du Weibei (sur la rive gauche de la rivière Wei, directement au nord de Xi'an), dont on parlait depuis 1912 et pour laquelle des études approfondies avaient été conduites au début des années 1920 sous la direction de l'ingénieur Li Yizhi, peut démarrer dès la fin 1930 grâce à l'appui de la China International Famine Relief Commission (CIFRC), l'un des principaux organismes philanthropiques de l'époque en Chine. Il est clair que la réalisation relativement rapide de ce chantier — la première tranche de ce qui s'appelle désormais le canal Jinghui 涇惠渠 a été inaugurée en juin 1932 — a été un signal fort pour les populations locales.

De fait, comme nous l'avions vu l'an passé, c'est un véritable sentiment de renaissance qui s'exprime dans une quantité d'articles publiés à Xi'an juste après le changement de régime : cette transition politique de la fin 1930 a été vécue comme une sortie du tunnel et comme l'orée d'un nouveau cycle de tranquillité et de progrès économique. Certes il ne s'agit encore que d'espoirs et de projets, et ces éléments virtuels ont mis du temps à s'actualiser et à produire leurs effets. Pour ne prendre qu'un exemple, si le retour à l'ordre a été proclamé dès sa prise de fonctions par le nouveau gouverneur de la province, le général Yang Hucheng, en réalité certains incidents dont il sera question plus loin montrent qu'en 1932 ou 1933 encore l'insécurité était grande, même à proximité de Xi'an, et que dans des zones assez étendues le contrôle du gouvernement provincial restait très limité.

Mais il est clair qu'une nouvelle dynamique s'est instaurée dans la région et que, si une action dans la durée a été possible, c'est parce qu'en dépit de quelques soubresauts sans grand effet sur les conditions de vie de la population le Guanzhong a bénéficié, à partir de l'installation du pouvoir nationaliste à Xi'an, d'une stabilité politique qu'il n'avait pas connue depuis le milieu du XIX^e siècle.

Notre exposé s'est concentré sur deux grands sujets : d'une part, le rôle de l'aide étrangère dans le processus de développement auquel on vient de faire allusion, et plus précisément la nature des relations entre Chinois et experts étrangers ; d'autre part, l'impact technique et économique du modèle de développement symbolisé par la modernisation du site du Weibei.

La coopération entre Chinois et étrangers, nous l'avons examinée principalement dans le cadre de la CIFRC, qui était par sa constitution même un organisme

sino-étranger et qui est restée une présence importante au Shaanxi jusqu'au milieu des années 1930 : c'est elle qui a relancé le projet du Weibei (auquel elle s'était déjà intéressée pendant la décennie précédente), ses ingénieurs en ont eux-mêmes conçu et réalisé la partie techniquement la plus difficile, et en fin de compte elle a assuré l'essentiel du financement jusqu'en 1934, bien au-delà de ce qui avait été prévu dans le contrat signé avec le gouvernement de la province. Cette contribution est minimisée, voire passée sous silence, dans la plus grande partie de la littérature consacrée en Chine populaire à la reconstruction économique de la région après 1930. Un autre des grands projets d'ingénierie civile de la CIFRC en Chine du Nord concernait également le Shaanxi : la transformation de l'ancienne route impériale reliant Xi'an et, 700 km à l'ouest, Lanzhou, la capitale du Gansu, en une route adaptée à la circulation automobile (appelée route Silan, i.e. Xi-Lan 西蘭, dans les sources occidentales) qui a permis de réduire le temps de parcours de 18 à 3 jours et a notablement contribué à désenclaver l'extrême nord-ouest de la Chine.

Pour toutes ces raisons il était intéressant d'examiner la nature même, sur le terrain, des relations entre les ingénieurs et les administrateurs de la CIFRC et les habitants du Shaanxi avec lesquels ils étaient en contact constant : les travailleurs employés sur les chantiers, les fournisseurs, les intermédiaires chargés de recruter la main d'œuvre, les autorités locales civiles et militaires, et le gouvernement provincial. Comment les étrangers — même travaillant dans le cadre d'entreprises de nature philanthropique, donc en principe pour le bien de la Chine — étaient-ils considérés par leurs interlocuteurs chinois, comment leur rôle et leur attitude étaient-ils perçus et ressentis ? À l'inverse, comment les étrangers travaillant dans le cadre de l'assistance philanthropique considéraient-ils leurs interlocuteurs chinois ? Ces questions sont plus culturelles, politiques mêmes, que strictement économiques, mais elles sont omniprésentes dans les sources traitant de problèmes de développement, d'expertise technique et d'aide internationale, qu'il s'agisse de la CIFRC ou de tout autre organisme comparable, comme la Croix-rouge américaine, ou même de la Société des Nations.

Avant de les aborder nous sommes revenu beaucoup plus en détail que précédemment sur l'organisation et le mode de fonctionnement de la CIFRC, fondée, rappelons-le, en novembre 1921, au terme de la grande famine de 1920-1921 en Chine du Nord, dans le but de fédérer les associations provinciales sino-étrangères alors en activité et de créer une structure permanente et préventive. La CIFRC était un organisme centralisé, doté d'un comité exécutif, d'un secrétariat général et de bureaux spécialisés. L'un de ses principes fondateurs était la parité entre responsables chinois et étrangers. (Parmi ces derniers la majorité venaient du milieu des missions protestantes anglo-saxonnes.) Elle comptait un certain nombre de comités provinciaux (sept en 1922, quinze en 1935) dont les activités étaient encadrées de près par les instances centrales. Dès sa fondation elle a été l'organisation non gouvernementale disposant des moyens les plus importants en Chine, mais sa réputation reposait aussi sur la qualité et la rigueur de sa gestion, sur un ensemble

de procédures bien rodées, et sur son carnet d'adresses à l'étranger. Jusqu'à ce que le gouvernement nationaliste ne tente sérieusement de reprendre la main au début des années 1930, les autorités se reposaient presque entièrement sur elle pour les travaux d'infrastructure lancés au moment des désastres naturels et des famines, basés sur le principe des secours en échange de travail (*gongzhen* 工賑) : outre les moyens qu'elle était capable de mobiliser, elle était la seule à posséder le savoir-faire et les capacités d'organisation nécessaires, sans parler du bureau d'ingénierie dont il sera question plus bas.

L'instance décisionnelle de la CIFRC était son comité exécutif, composé de 11 personnes (6 Occidentaux et 5 Chinois jusqu'en 1928, l'inverse après cette date), où les membres du bureau exerçaient *de facto* une influence dominante : le président, le vice-président, les deux trésoriers et le secrétaire général, ce dernier étant en fait le personnage clé de tout le dispositif. Pendant la plus grande partie de l'histoire de la Commission les responsabilités de secrétaire général ont été assumées par un seul et même personnage, Zhang Yuanshan 章元善 (Y.S. Djang), un ingénieur chimiste diplômé de l'Université Cornell dont il sera plus longuement question ci-dessous. La plupart des membres du comité exécutif étaient des grands notables bien connectés dans les milieux universitaires, dans les milieux d'affaires, au gouvernement et dans les ambassades étrangères.

Dès sa fondation la CIFRC avait mis sur pied une douzaine de sous-comités spécialisés (*changshe fenwei banhui* 常設分委辦會) où étaient invités divers experts supposés conduire des enquêtes et soumettre des propositions aux instances dirigeantes. L'administration centrale (*zonghui shiwusuo* 總會事務所), placée sous l'autorité du secrétaire général, comportait également un certain nombre de bureaux spécialisés où travaillaient les employés de la Commission. Cette double structure n'allait pas sans redondance, et dans les faits la plupart des sous-comités ont progressivement perdu de leur influence au profit des bureaux, qui s'avéraient nettement plus efficaces. Tel a été en particulier le cas du bureau d'ingénierie (*gongcheng gu* 工程股) placé sous la direction de l'ingénieur américain O.J. Todd, recruté par la CIFRC en 1923 et que nous avons déjà souvent évoqué : Todd, qui ne craignait pas les conflits, a rapidement marginalisé les ingénieurs distingués qui composaient le « comité technique » (*jishu bu* 技術部), lequel a été dissout dès 1925 pour cause d'insuffisance de travail.

D'un intérêt particulier pour notre propos sont les relations entre dirigeants chinois et étrangers au sein de la Commission. En surface au moins la coopération était harmonieuse. Huang Wende 黃文德, à qui l'on doit la monographie la plus complète sur la CIFRC (publiée à Taiwan en 2004), remarque que ces bonnes relations sont d'autant plus remarquables que le nationalisme chinois était intense à l'époque et que dans de larges milieux les étrangers, même affichant le plus grand dévouement à la cause de la Chine, étaient soupçonnés de servir les intérêts de l'impérialisme. Mais l'examen des archives privées de l'ingénieur Todd, conservées à la Hoover Institution de Stanford, démontre que la CIFRC n'était pas

toujours la réunion d'idéalistes passionnément dévoués au sauvetage de la Chine que suggère sa littérature officielle — ou plus précisément, que si ses dirigeants étaient incontestablement idéalistes et dévoués, ils ne s'entendaient pas toujours entre eux, et qu'en particulier il pouvait y avoir de fortes tensions entre Chinois et Occidentaux. C'est ce que suggèrent également un certain nombre de publications chinoises récentes, sur le monde de la philanthropie en général et sur la CIFRC en particulier, qui font appel à des publications, à des archives et à des témoignages inconnus jusqu'alors.

Les membres chinois de la direction de la CIFRC étaient tous anglophones, chrétiens la plupart du temps, et diplômés d'universités européennes ou américaines ; beaucoup avaient servi dans la diplomatie, et tous étaient des notables qui savaient comment parler et se comporter dans les milieux occidentaux de Chine (plusieurs étaient membres du Rotary Club) — bref, de ces gens dont les Occidentaux aimaient à penser qu'ils leur ressemblaient, ou ne désiraient rien tant que de leur ressembler le plus possible. Mais les indices ne manquent pas pour montrer que les choses étaient plus complexes. Même on ne peut plus occidentalisés, les Chinois du comité exécutif de la CIFRC ou d'autres instances similaires *restaient chinois*, et tenaient à le rester. Exerçant par ailleurs de multiples responsabilités dans des instances purement chinoises, on peut supposer qu'ils n'étaient pas toujours à l'aise avec cette asymétrie en vertu de laquelle la CIFRC, bien que sino-étrangère, était d'abord anglophone et fonctionnait suivant des principes et des procédures d'inspiration occidentale. Et ils avaient inévitablement quelque difficulté à accepter l'attitude paternaliste naturellement adoptée par leurs collègues européens et américains, peut-être pas envers eux-mêmes, mais certainement envers la société chinoise, autrement dit *leur* société. Les publications officielles de la CIFRC nous informent des décisions de la Commission, de ses analyses, des politiques qu'elle préconise, mais elles ne nous disent rien des débats, des désaccords et des rivalités en amont, ni de l'existence possible de factions au sein de l'équipe dirigeante, défendant des intérêts qui ne coïncident pas toujours et, surtout, exprimant des sensibilités différentes — chinoises d'un côté, et de l'autre occidentales, certains diraient même coloniales.

De tout cela, qui a très certainement tenu une place importante dans la vie de la Commission, nous n'avons que des traces. Le seul exemple dont nous ayons connaissance un peu concrètement concerne les relations difficiles entre le secrétaire général Y.S. Djang — l'un des fondateurs de la CIFRC et l'âme de l'organisation pendant une quinzaine d'années — et l'ingénieur en chef O.J. Todd. Les frictions entre l'un et l'autre étaient en partie déterminées par les choix stratégiques de la CIFRC. Celle-ci en effet avait assez vite été conduite à concentrer ses efforts sur deux grands programmes, visant l'un et l'autre à renforcer les capacités de résistance de la société rurale face aux désastres naturels et en même temps à diminuer l'impact potentiel de ces désastres par des mesures préventives. Le premier était la mise en place d'un réseau de coopératives de crédit rural ayant pour objet d'aider les paysans à sortir de la pauvreté en leur enseignant comment s'organiser entre

eux, économiquement et socialement ; le second, c'étaient les grands travaux (digues, systèmes d'irrigation, routes) relevant du domaine de l'ingénierie civile, qui permettaient de combiner secours et édification d'infrastructures suivant la formule des secours en échange de travail déjà mentionnée.

À la CIFRC l'homme des coopératives rurales était Y.S. Djang, qui avait lancé le mouvement dès 1923 et en est resté l'inspirateur et le responsable pendant toute l'histoire de la Commission. La réussite du programme de crédit rural dans la province pilote du Hebei (où se trouve Pékin et qui a gardé son nom impérial de Zhili jusqu'en 1928), à laquelle on l'avait volontairement limité pendant les premières années, a suffisamment contribué à la réputation de Y.S. Djang pour qu'en 1931, au moment des inondations catastrophiques du Yangzi, les autorités nationalistes fassent appel à lui pour étendre le mouvement aux provinces du Sud de la Chine ; là encore, le succès de l'opération a conduit les autorités à lui confier en fin de compte la direction du programme de coopératives du gouvernement lui-même, poste que Djang a assumé de 1935 à 1937. Même si dans ses souvenirs, rédigés en Chine populaire en 1960, Djang tend à minimiser l'importance des coopératives en en parlant comme d'un mouvement réformiste incapable de s'attaquer aux causes socio-politiques profondes de la misère rurale, et de plus mené au nom d'une organisation qu'il dénonce comme un instrument de l'impérialisme américain, il n'en reste pas moins qu'il est visiblement très fier de ce qui a été sans contester l'œuvre de sa vie, et dont il avait tiré à l'époque une grande renommée.

Todd, en revanche, n'en avait que pour les grands projets d'infrastructure et essayait par tous les moyens de développer son département d'ingénierie et de renforcer sa propre position au sein de la CIFRC, comme l'illustrent d'abondance les correspondances conservées dans ses archives. Il y avait là, inévitablement, une source de frictions, non seulement parce que Todd ne cachait pas son dédain pour le programme de coopératives rurales, mais aussi parce que les deux principales activités de la Commission se trouvaient en concurrence pour mobiliser ses ressources humaines et matérielles. Particulièrement problématique, du point de vue de la Commission, était l'ambition de Todd d'entretenir en permanence un département d'ingénierie en état de marche et pourvu d'une équipe d'ingénieurs au complet, plutôt que d'avoir à limiter ses activités aux épisodes de calamités naturelles où la CIFRC avait vocation à intervenir et à solliciter des financements extérieurs (américains notamment, pour lesquels le principal conduit était une organisation appelée China Famine Relief USA Inc., domiciliée à New York). En dehors de ces périodes on était obligé de renvoyer le personnel et, comme le confirme le témoignage d'un certain Ma Xiqing 馬席慶, un ingénieur chinois employé un temps à la CIFRC, cela nuisait incontestablement à la qualité et à la continuité du travail du département.

Or, après 1930 environ les priorités de la CIFRC ont commencé à changer dans un sens défavorable aux grands travaux, alors qu'au moment de sa fondation ceux-ci avaient été désignés comme sa principale vocation. La raison majeure de

ce retournement, qui ne s'est pleinement matérialisé qu'au milieu des années 1930, était le désir du gouvernement nationaliste de prendre directement en charge les programmes d'infrastructure, plutôt que de les sous-traiter à des entreprises philanthropiques en partie contrôlées par des étrangers, telle la CIFRC. L'organisme gouvernemental à qui était confiée la mise en œuvre de ces nouveaux programmes était la National Economic Commission (NEC), ou Jingji weiyuanhui 經濟委員會, fondée en 1931 mais qui n'a réellement exercé sa fonction de coordination nationale, et avec des moyens conséquents, qu'à partir de 1933. Son patron était le beau-frère de Chiang Kai-shek, T. V. Soong (Song Ziwen 宋子文), alors ministre des finances et sans conteste l'un des hommes d'État les plus compétents au sein du gouvernement nationaliste ; et sa référence en matière d'expertise technique était la Société des Nations, très active en Chine au milieu des années 1930 et dont la concurrence était plutôt mal vue des Américains, qui n'en faisaient pas partie.

Quoi qu'il en soit, la propension de Todd à critiquer publiquement les choix stratégiques de la CIFRC, ainsi que ses responsables lorsqu'il était en désaccord avec eux, et peut-être plus encore une attitude impatiente et passablement arrogante envers les Chinois qui semble avoir créé beaucoup de problèmes, lui étaient régulièrement reprochées par ses amis. Elles n'ont pu que s'ajouter au retournement de conjoncture dont il vient d'être question pour mettre en péril son emploi comme ingénieur en chef à la CIFRC : dès 1930 — alors que plusieurs de ses projets majeurs sont en cours de réalisation — quantité de correspondances nous montrent ses efforts pour trouver des financements extérieurs et sauver aussi bien son poste que son département ; et à l'en croire, l'homme qui cherchait à le faire tomber n'était autre que le secrétaire général Djang. Il est à vrai dire difficile de se faire une idée précise, mais il semble assez clair que le coût du département d'ingénierie et le « salaire d'expatrié » versé à son chef (65 % du budget de fonctionnement du département en 1933, et en plus il voulait être augmenté !) suscitaient des oppositions au sein du Comité exécutif, la ligne de partage se situant plus ou moins entre Chinois et Américains : ce sont apparemment les membres chinois du Comité qui font adopter en juillet 1934 la décision de fermer le département d'ingénierie de la CIFRC et de remercier Todd. (Il travaillera cependant pendant une année de plus pour la CIFRC avec des financements extérieurs.)

Le rôle de Y.S. Djang dans tout cela n'est pas facile à évaluer ; mais il est peu douteux qu'il ressentait l'attitude d'un personnage qui laissait dire, d'après un témoignage chinois, qu'il n'avait pas la stature d'un « secrétaire », tout au plus celle d'un simple commis (*clerk*). Tout indique par ailleurs que Djang affichait un nationalisme sans concession, jusque dans son vêtement et son style de vie, alors même que ses fonctions l'amenaient à fréquenter quotidiennement la grande bourgeoisie sino-occidentale, avec laquelle il était d'ailleurs parfaitement à l'aise. En présence des étrangers, si l'on en croit les souvenirs de ses proches, il ne se montrait ni humble ni hautain mais tenait à « préserver sa dignité de Chinois ». Les témoignages abondent également sur son intégrité, et lui-même, dans ses souvenirs sur la CIFRC publiés en 1960, insiste sur le réglementarisme très

sourcilieux qu'il tentait non sans mal d'imposer à ses collègues étrangers. En fait, de façon très frappante si l'on se souvient que la CIFRC était supposée faire coopérer Chinois et étrangers, ces souvenirs incluent une section intitulée « la lutte avec les étrangers » (*tong yangren de douzheng* 同洋人的斗争) — ces collaborateurs étrangers dont il n'a de cesse de souligner l'arrogance, la désinvolture et le complexe de supériorité et dont il explique comment il lui fallait les remettre à leur place, à la grande satisfaction du personnel chinois. (Dans un épisode au moins Todd est directement mis en cause, mais comme toujours il est difficile d'évaluer la réalité d'accusations d'ailleurs assez vagues.)

Dans tout les cas, ce genre d'accusation dépasse largement le cadre de la CIFRC. L'on pourrait dire qu'on a d'abord affaire à une opposition entre deux *styles*, aggravée par beaucoup de préjugés de part et d'autre, entre deux sensibilités qui avaient du mal à cohabiter, et même à se comprendre. Mais c'est un fait que l'attitude de Todd, en particulier, ne faisait que refléter, même si c'était en la grossissant, une façon d'être en Chine extrêmement répandue chez les Occidentaux qui y travaillaient, même les plus dévoués dans leurs efforts pour aider le pays à se sortir de ses difficultés et à se moderniser. Comme le remarquait en son temps John K. Fairbank dans son classique *The United States and China*, jusqu'en 1949 la relation entre les deux pays a toujours été placée sous le signe de l'inégalité, la Chine étant le partenaire en position de faiblesse, bénéficiaire de l'aide et de la philanthropie américaines. La bonne conscience américaine ne pouvait que heurter le nationalisme des Chinois, même les plus cosmopolites et les mieux disposés envers l'Occident, tels les dirigeants de la CIFRC.

Mais nous avons aussi voulu explorer ces relations en nous intéressant non plus aux notables occidentalises, mais aux travailleurs et aux collaborateurs avec qui les ingénieurs étrangers, américains notamment, étaient en contact quotidien sur les chantiers. Là encore les nombreux articles et conférences d'O.J. Todd, ainsi qu'un certain nombre de textes conservés dans ses archives, sont une source importante car personne, semble-t-il, ne s'est exprimé de façon aussi concrète ni aussi abondante sur le fonctionnement des grands sites de travaux publics en Chine et sur la façon dont on y vivait, sans parler du fait que l'on ne trouve pour ainsi dire rien sur ce sujet en langue chinoise. (L'abondance des écrits d'O.J. Todd s'explique autant par son sens de la promotion que par le *leadership* qui lui était reconnu dans la profession en Chine et la nécessité où il était de financer son département.)

En dehors des aspects purement techniques du métier, être à la tête d'un chantier en Chine comportait une grande part de gestion financière, de négociation avec les autorités locales et les pourvoyeurs de main-d'œuvre, de commandement et de mobilisation, de maintien de l'ordre, de résolution des conflits, sans parler du contrôle sanitaire et de la prévention des épidémies. Avant l'apparition de l'ingénieur moderne la plupart de ces responsabilités étaient assumées par des fonctionnaires impériaux ; mais dans le cas des ingénieurs étrangers travaillant en Chine à l'époque républicaine elles posaient des problèmes particuliers puisqu'elles supposaient une

interaction directe et quotidienne avec des cadres et des travailleurs appartenant à une autre culture, n'ayant pas les mêmes traditions professionnelles ni le même rapport au travail, et ne parlant pas la même langue. Or, l'un des traits distinctifs des grands chantiers en Chine (jusque très récemment) était la masse considérable de travailleurs non qualifiés qu'il fallait conduire à la manœuvre, s'expliquant par le niveau très faible de mécanisation des opérations de construction et de transport et le coût extrêmement bas de la main-d'œuvre, surtout sur des chantiers, comme ceux de la CIFRC, basés sur le principe des secours en échange de travail et où l'on payait les travailleurs en rations calculées d'après le minimum vital.

Même si la condescendance pointe toujours, les étrangers dont nous avons les témoignages, surtout les Américains, affichent en général une certaine sympathie, voire même une réelle admiration pour la dureté à la tâche, l'ingéniosité et la bonne humeur de ceux qu'on appelait les « coolies », autrement dit les paysans qui constituaient l'essentiel de la force de travail. (Il est intéressant de noter que le mot « coolie », qui appartenait au jargon colonial de l'époque et n'a pas ici de connotation particulièrement péjorative, était parfois employé, notamment par les ingénieurs chinois s'exprimant en anglais à propos de leurs compatriotes, pour signifier « rétrograde », voire « stupide ».)

Mais ces « coolies » constituaient malgré tout une masse dont il était essentiel de garder le contrôle et qui pouvait devenir rétive, dangereuse même, en tout cas prompte à écouter toutes les rumeurs, et qu'il fallait savoir manipuler et discipliner pour ne pas se laisser déborder. Quels que fussent les sentiments de sympathie occasionnellement exprimés par les ingénieurs occidentaux travaillant dans l'intérieur du pays ou par les militants des organismes philanthropiques, dont l'ouverture et le dévouement au progrès de la Chine ne sauraient être mis en question, dès lors qu'ils rencontraient une difficulté ou se heurtaient à des manières d'être ou de faire qui ne répondaient pas à leurs attentes ils étaient prompts à exprimer leur impatience ou leur inconfort sous la forme de clichés sur les Chinois renvoyant aux préjugés les plus répandus dans la société des expatriés de Shanghai ou d'ailleurs.

Il est évidemment impossible de généraliser. L'aptitude à communiquer en chinois faisait certainement une différence. Todd, dont les capacités de ce point de vue semblent être toujours restées très limitées malgré ses quelque vingt années en Chine, remarque à plusieurs reprises que les missionnaires, surtout ceux de l'intérieur, qui ont beaucoup assisté la CIFRC et avant elle la Croix-rouge américaine dans leurs entreprises de travaux publics, doivent à leur relation aux gens ordinaires et à leur connaissance de la langue un contact beaucoup plus direct, et sans doute moins problématique, avec leurs interlocuteurs chinois, et qu'ils sont souvent les plus efficaces lorsqu'il s'agit de recruter des travailleurs ou de négocier avec les chefs d'équipe et les fournisseurs.

Sans doute faut-il aussi tenir compte de ce qu'on pourrait appeler l'« exception américaine ». Dans la Chine des années 1920 et 1930 l'Amérique était nettement mieux perçue que les autres puissances, notamment la Grande-Bretagne, qui depuis

la guerre de l'Opium était l'incarnation par excellence de l'impérialisme et l'est restée jusqu'à la guerre du Pacifique (la diabolisation de l'impérialisme américain date de la guerre froide). En dépit de leur participation active au système des traités et à l'invasion économique de la Chine les États-Unis ont toujours prétendu à la neutralité et se sont faits les champions de la politique de la porte ouverte, excluant toute conquête territoriale. Il existait en outre aux États-Unis un fort courant de sympathie à l'égard de la Chine, encouragé par les missions protestantes à l'origine de la grande tradition américaine d'intervention humanitaire dans ce pays, également par la présence nombreuse de boursiers chinois dans les universités américaines, dont beaucoup étaient financés sur les fonds payés au titre de l'« indemnité boxeurs » et réaffectés au développement de l'éducation en Chine. Enfin, la capitulation du gouvernement Wilson devant les exigences japonaises au moment du traité de Versailles en 1919 avait provoqué une vague d'indignation dans l'opinion publique américaine et ce que certains n'ont pas hésité à appeler un sentiment de culpabilité à l'égard de la Chine. Par là s'explique la réponse enthousiaste du public américain aux appels pour secourir les victimes de la grande famine de 1920-1921 — les organisations charitables américaines ont alors déversé sur la Chine des millions de dollars —, et en général sa promptitude à répondre aux sollicitations répétées des nombreuses entreprises philanthropiques actives pendant toute cette période : la CIFRC, qui était fondamentalement une entreprise sino-américaine, en est un des meilleurs exemples. L'Amérique en retirait une réelle popularité, jusque dans des régions aussi reculées que le Shaanxi ou le Gansu, et ses ressortissants en tiraient d'incontestables avantages aussi bien moraux que commerciaux.

Beaucoup d'Américains en Chine non seulement rêvaient d'établir une « relation spéciale » entre la Chine et l'Amérique, mais encore se sentaient investis d'une *mission*. Les ingénieurs auxquels nous nous intéressons se qualifient volontiers d'« ingénieurs-missionnaires » : leur vocation est non seulement d'équiper la Chine pour la sortir du sous-développement, mais encore, et surtout, de former une élite de cadres et de techniciens compétents, cela va sans dire, mais aussi imbus de valeurs typiquement américaines telles que le dévouement, l'intégrité, l'esprit d'équipe, etc., car ce sont en fin de compte ces gens-là qui sauveront la Chine. Or, nos ingénieurs-missionnaires semblent considérer qu'il reste encore beaucoup à faire de ce point de vue. À les en croire, contrairement aux sympathiques coolies les membres plus favorisés de la société ont tendance à être paresseux, jouisseurs, corrompus, truqueurs, dénués de « morale nationale », et incapables de coopérer à des entreprises communes : tout cela, c'est un problème de civilisation et de « coutumes ». Plus proche de notre sujet, nombre d'auteurs déplorent chez une majorité d'ingénieurs chinois, en particulier les jeunes, une tendance à considérer que le travail manuel est indigne d'eux — d'aucuns y voient un effet de la tradition mandarinale — et un faible intérêt pour le travail pratique : ils préfèrent le bureau au terrain et le confort de la ville aux rigueurs d'un exil de plusieurs mois dans une région isolée, voire dangereuse. Les « retours de l'étranger », qui ont reçu une

formation théorique de haut niveau et sont particulièrement soucieux de promotion sociale, semblent les plus exposés à ces faiblesses. On regrette aussi, surtout au début des années 1920, que les jeunes ingénieurs formés en Chine manquent trop souvent d'initiative, de créativité, et d'autorité sur le terrain.

Telle est donc la « mission » que s'assignent Todd et ses collègues : enseigner par l'exemple à la jeune génération des ingénieurs chinois les vertus du contact avec les réalités physiques et sociales du terrain et la valeur du *leadership* et du *management* à l'américaine. Ce que sont d'ailleurs incapables de leur inculquer, d'après eux, les ingénieurs européens envoyés par la Société des Nations, avec lesquels ils entretiendront une polémique assez violente au milieu des années 1930 : à ces « ingénieurs en chambre » ils opposent les « ingénieurs en bras de chemise qui connaissent la Chine et ses rivières » — c'est-à-dire eux-mêmes, que leur familiarité avec les problèmes de rivières « longues et boueuses » comme le Mississipi ou le Colorado rend particulièrement aptes à travailler sur le fleuve Jaune ou le Yangzi. Ils se reconnaissent d'ailleurs des alliés sur place, qui partagent les mêmes valeurs professionnelles et dont les sources montrent qu'ils les considèrent comme leurs égaux, d'autant que la plupart ont été formés dans les mêmes universités qu'eux : Li Yizhi est l'exemple type de cette élite d'ingénieurs civils chinois chevronnés qui dans les années 1930 vont être appelés à concevoir et diriger les grands projets du gouvernement nationaliste. (Beaucoup sont membres de l'Association of Chinese and American Engineers, basée à Pékin, à laquelle nous avons consacré un exposé lors du séminaire mentionné ci-dessous.)

Outre le personnel des chantiers et les jeunes collègues chinois qui les assistaient, les ingénieurs occidentaux en charge de grands projets devaient en permanence négocier avec les autorités locales, sans la collaboration ou au moins la neutralité desquelles la conduite d'un chantier en période de famine, bien souvent dans une région reculée et dangereuse, devenait extrêmement difficile. Seuls les « magistrats » responsables des districts disposaient de l'usage de la force, quand ils voulaient bien s'en servir (ou la facturer) pour protéger les chantiers contre les attaques de bandits poussés par la misère, par la perspective de la récolte d'opium en train d'être mise sur le marché, ou simplement parce que c'était le jour de la paye — nous en avons cité plusieurs exemples. De la même façon, la garantie de prix acceptables et prévisibles pour les approvisionnements et les fournitures ainsi que l'établissement d'une norme officielle pour les poids et mesures et pour les rémunérations, seul moyen de décourager les contestations, rien de cela n'était concevable indépendamment du contexte administratif et politique dans lequel se déroulaient les travaux. Or, pendant les deux premières décennies de la République (et au-delà) ce contexte était souvent chaotique, à tout le moins dominé par les impératifs militaires et fiscaux de gouvernements provinciaux identifiés peu ou prou avec les seigneurs de la guerre, si bien que du point de vue des pouvoirs locaux les grands travaux philanthropiques risquaient d'être une occasion de *squeeze* autant que de coopération pour le bien des populations. De même, et c'est un point important, fallait-il s'entendre avec les pouvoirs locaux et provinciaux

pour qu'ils évaluent les emprises à exproprier (*right-of-way*) et, surtout, qu'ils les indemnisent, ce que les associations philanthropiques qui ouvraient les chantiers se refusaient à faire. Il y avait là une source constante de difficultés, de trafic d'influence et de mécontentement.

Il était donc indispensable que la CIFRC (ou tout autre organisme comparable) établisse des relations de confiance avec les différentes autorités de la région, et que celles-ci s'investissent dans la réussite des travaux entrepris et démontrent leur volonté de coopération. Nous sommes revenu vers le Shaanxi et les chantiers dont nous avons déjà maintes fois parlé pour examiner la situation de ce point de vue. Dans la mesure où le Weibei et la route Silan étaient des projets en coopération entre la CIFRC et le gouvernement provincial, celui-ci était évidemment intéressé à leur réussite et donc à maintenir de bonnes relations avec la CIFRC et ses représentants sur place. Bien que les sources officielles évoquent une collaboration sans nuages, ces relations s'avèrent avoir été parfois assez compliquées, probablement plus que même les sources privées ne veulent bien le dire. C'est ce que suggèrent en tout cas deux incidents révélateurs des conditions socio-politiques extrêmement difficiles dans lesquelles s'est enclenché le cycle de développement du Guanzhong.

Au moment de la prise de pouvoir des nationalistes à Xi'an fin 1930 le retour à l'ordre et l'éradication du banditisme avaient été proclamés comme une priorité absolue, car c'était à ce prix seulement qu'on pouvait espérer attirer de nouveau la philanthropie dans la région et impulser enfin le développement économique. Or, les incidents en question montrent que deux ou trois ans plus tard le gouvernement de la province n'était pas toujours en mesure d'assurer la sécurité d'experts étrangers travaillant avec un organisme philanthropique sous contrat avec lui, même à quelques kilomètres de Xi'an, et qu'en outre son attitude n'était pas toujours très claire.

La première affaire survient très peu de temps après la mise en service de la première tranche du canal Jinghui en juin 1932. Jusque-là les relations entre la CIFRC et les autorités de Xi'an (à commencer par le bureau d'hydraulique dirigé par Li Yizhi) avaient été dans l'ensemble harmonieuses en dépit de quelques problèmes techniques ou financiers, vite oubliés dans l'enthousiasme des cérémonies d'inauguration. Surtout, le chantier du Weibei était resté une oasis de sécurité au milieu d'un environnement où le banditisme restait endémique : en effet le projet était populaire, et en outre, à en croire certaines sources, une partie des « bandits locaux » (*tufei*) travaillaient en fait sur le chantier. Mais ces relations vont devenir extrêmement tendues après le meurtre d'un missionnaire suédois travaillant pour la CIFRC comme responsable administratif du chantier de la route Silan, un certain Tornvall, en compagnie de trois autres personnes alors qu'ils circulaient en voiture aux abords de Xi'an. Les agresseurs sont des soldats de l'armée régulière, les voitures ont été volées et les corps ne seront jamais retrouvés.

Cet incident, considéré par Todd et les autorités de la CIFRC comme un crime crapuleux et un grand scandale, dont les autorités de Xi'an auront à répondre et pour lequel elles devront payer des dédommagements, a en réalité tout de la

ténébreuse affaire. Deux sources chinoises indépendantes l'une de l'autre suggèrent que les victimes n'étaient peut-être pas entièrement innocentes, que Tornvall cherchait à sortir de la province une somme importante en dollars d'argent à un moment où c'était prohibé, et qu'un de ses compagnons de route, un Japonais, était un espion. Les sources évoquent aussi un obscur trafic de voitures non encore payées (de tels trafics étaient fréquents dans le Far-West chinois à l'époque, et l'une des victimes de l'incident était un représentant américain des automobiles Ford en tournée dans la région) : il n'est nullement exclu qu'un contrôle militaire près de Xi'an, peut-être basé sur des informations reçues, ait mal tourné et qu'une grosse bavure ait ensuite été camouflée en crime, les responsables étant par ailleurs couverts par leurs chefs et par les autorités (le gouverneur du Shaanxi, Yang Hucheng, était également chef des armées et le détachement incriminé dépendait d'un de ses proches lieutenants, le général Sun Weiru 孫蔚如). D'après les souvenirs en général très bien informés d'un proche de Yang Hucheng, un nommé Li Zhigang 李志剛, les voyageurs étaient en fait des espions recrutés par leur compagnon japonais et Yang Hucheng les aurait fait délibérément exécuter par ses troupes, suscitant un grave problème avec Chiang Kai-shek et de très vives pressions (attestées par ailleurs) de la part des ambassades concernées. Enfin, une allusion dans une lettre de J.E. Baker — un expert américain proche de la CIFRC, présent au Shaanxi pendant la famine de 1930 — suggère une sombre affaire de détournements de fonds et laisse entendre que Tornvall aurait pu être dénoncé par des personnes appartenant au comité provincial de la CIFRC.

On discerne de toute façon derrière l'incident tout un arrière-plan de manœuvres, de tractations et d'initiatives dont il est difficile de savoir ce que connaissaient exactement Todd et ses collègues lorsqu'ils sont venus sur place pour enquêter et exiger des réparations : même dans leurs correspondances privées on soupçonne beaucoup de non-dit. Pour un temps les relations entre la CIFRC et l'administration de Yang Hucheng vont devenir exécrables. Les ingénieurs de la CIFRC sont retirés du terrain et les chantiers en cours sont arrêtés. Ils reprendront quelques mois plus tard (début 1933) après le versement de compensations, même jugées insuffisantes, par le gouvernement du Shaanxi : il eût été dans tous les cas embarrassant de laisser en friche des projets proches de la finition (la route Silan était réalisée à 70 %), déjà financés, et dont on attendait beaucoup en termes de développement économique et, précisément, de sécurité.

C'est alors qu'éclate la seconde affaire, qui fera plus de bruit encore : le kidnapping de l'ingénieur Eliassen, un employé de la CIFRC qui avait dirigé le chantier du canal Jinghui, par un parti de bandits sur le site même du canal où il était retourné pour inspecter l'état des installations, en avril 1933. Eliassen et son compagnon de captivité, un assistant ingénieur nommé Henry S. Chuan, réussissent à s'échapper séparément après avoir été promenés pendant une vingtaine de jours de cache en cache dans les collines escarpées qui surplombent le site au nord, et avant que la rançon qui avait été négociée par les autorités n'ait été versée. (Henry Chuan, ou Quan Shaozhou, qui était cousin d'un des dirigeants de la CIFRC, va s'avérer au

cours d'un épilogue assez divertissant avoir escroqué les fonds supposés avoir payé sa propre libération et se conduire de manière quelque peu paranoïaque une fois démasqué et expulsé de l'organisation.) Par delà ses aspects rocambolesques, qu'on peut reconstituer à partir des archives Todd — lesquelles confirment presque point par point la version romancée publiée vingt ans plus tard par Eliassen sous le titre *Dragon Wang's River* —, l'affaire est à plusieurs égards révélatrice de la situation qui régnait alors dans la région. Il y a d'abord ce détail inattendu, que les bandits locaux qui se sont emparés d'Eliassen et Chuan s'étaient alliés avec un groupe de propagande communiste venu du nord de la province, alors qu'on n'aurait pas soupçonné que les guérillas communistes de la région soient à cette date capables d'agir, même clandestinement, si près de la capitale du Shaanxi. (Il semble y avoir eu à peu près à la même époque une tentative avortée pour créer un soviet rural dans le nord de la région du Weibei.) Mais les communistes, dont les chefs semblent fort cultivés politiquement, se font manipuler par leurs contacts locaux et quittent assez vite la scène, non sans avoir dénoncé devant Eliassen la collaboration de la CIFRC avec l'impérialisme et son exploitation éhontée des travailleurs sur ses chantiers, autant de thèmes qu'on trouve formulés ailleurs dans la littérature du Parti à l'époque.

Le plus remarquable est l'osmose entre bandits, paysans, soldats et travailleurs du chantier : tout le monde se connaît et l'on passe sans difficulté d'un groupe à l'autre. Lorsque les récoltes sont mauvaises et que c'est la disette — comme c'est alors le cas dans la région —, les rangs des bandits grossissent rapidement. Cette écologie dangereuse semble surtout caractéristique de la région dite du « plateau », dominant le parcours du canal Jinghui, qui ne bénéficie pas de l'irrigation alors que ses habitants avaient mis de grands espoirs dans les projets formulés par Li Yizhi et d'autres depuis les années 1920. C'est de ce « bandit-land » que vient le chef des hors-la-loi, un certain Miao Jiaxiang, qui lui aussi semble avoir multiplié les états — ancien officier de l'armée régulière, ancien agent du bureau d'irrigation du Shaanxi et responsable de la paye sur le chantier du Weibei, chef de l'association des paysans du Weibei-Ouest, et à présent leader des paysans passés au banditisme —, que tout le monde connaît et auquel tout le monde s'adresse pour négocier (Li Yizhi notamment). Comme le note Eliassen lui-même, après une douzaine d'années de famine et de combats dans tout le Guanzhong le banditisme et la violence restent le moyen de survie le mieux adapté pour les habitants de ces piémonts particulièrement misérables.

On voit en fait se dessiner une dichotomie croissante entre ces terrasses inaccessibles à l'irrigation, où la seule eau disponible est celle qui tombe du ciel — et l'année 1933 a été catastrophique de ce point de vue —, et la plaine immédiatement en dessous, dont le développement est en train de s'amorcer grâce au système hydraulique du Weibei en cours d'achèvement et où la valeur de la terre augmente corrélativement. Les paysans de la plaine, encouragés semble-t-il par Li Yizhi en personne, tentent d'intervenir pour faire libérer les prisonniers en manifestant et en pétitionnant dans les villages du plateau : beaucoup profitent déjà de l'irrigation, mais la CIFRC a menacé de ne pas terminer le chantier et de retirer ses financements. Son ambition, et celle des technocrates locaux dont

Li Yizhi est le mentor respecté, est à terme d'enclencher un cycle de prospérité et de sécurité économique qui profite à toute la région et conduise par là-même à l'extinction du banditisme. Or, si au moment de l'enlèvement d'Eliassen au printemps 1933 des progrès importants ont été accomplis au regard de la situation qui prévalait à la fin de 1930, la situation reste précaire et il suffit d'un retour de sécheresse pour que l'insécurité redevienne un problème majeur.

On découvre aussi que la construction du canal Jinghui n'a pas fait que des heureux. Si Todd ou Eliassen tendent à donner une vision un peu idyllique des relations entre direction et travailleurs sur leurs chantiers (l'on ne dispose d'aucun témoignage chinois là-dessus), il existe quand même des indices suggérant que les choses ne se passaient pas toujours sans tensions, frustrations et contestations du côté de la force de travail, et qu'aussi bien la CIFRC que le bureau d'hydraulique du Shaanxi, responsable de la partie aval du chantier, n'évitaient pas toujours de recourir à la coercition. Il y avait en outre, parmi les mécontents, tous ceux dont la vie quotidienne avait été bouleversée par cet immense chantier, notamment les propriétaires qui avaient été expropriés de tout ou partie de leur patrimoine. Plusieurs témoignages d'ingénieurs étrangers travaillant en Chine montrent qu'à cette époque les problèmes d'expropriation et d'indemnisation étaient loin d'avoir été résolus, même si les dispositions légales existaient, et à leurs yeux c'était là un des principaux obstacles à une politique efficace d'infrastructures : partout sont dénoncées la mauvaise volonté des autorités à verser les indemnités promises, ainsi que les manœuvres des gens influents pour éviter d'être expropriés de terrains avantageusement situés ou de cimetières familiaux, et ce en toute ignorance des contraintes techniques. (Les ingénieurs chinois semblent parfois plus sensibles à ces impératifs religieux ou sociaux que leurs collègues occidentaux considèrent comme injustifiables.) Le projet du Weibei n'a pas échappé à ces problèmes, et apparemment Eliassen était tenu responsable par certains de ses ravisseurs du non remboursement des terres expropriées, alors qu'il s'agissait contractuellement d'une responsabilité du gouvernement de la province et qu'il n'avait rien à y voir ; et Todd se plaint en effet dans une lettre de ce que la plus grande partie des terres expropriées pour le canal Jinghui n'a jamais été remboursée. Ce qu'il ne dit pas, mais qu'il sait certainement — ne serait-ce que par son ami Li Yizhi, qui a toujours été aux côtés de la CIFRC dans ses démêlés avec le gouvernement du Shaanxi —, c'est que pour toutes sortes de raisons, militaires notamment, ce gouvernement qu'il accuse d'être mauvais payeur pour tout, y compris les salaires de ses propres ingénieurs, est alors dans une situation financière proche de la banqueroute.

Pendant la captivité d'Eliassen et dans les semaines qui suivent, l'embarras des autorités provinciales du Shaanxi est extrême et le ton adopté par Todd, qui s'est autoproclamé négociateur au nom de la CIFRC, se fait particulièrement agressif. (L'un de ses thèmes favoris à ce moment est d'opposer l'anarchie et l'arriération qui règnent au Shaanxi à la sécurité et à l'attitude coopérative des autorités dans la province voisine du Shanxi, placée sous la houlette de son inamovible « gouverneur modèle », Yan Xishan 閻錫山, pour le compte de qui Todd conduit un programme

d'études en vue d'édifier divers ouvrages d'hydraulique.) Les choses changent notablement quelques mois plus tard lorsque c'est au tour de la CIFRC d'être embarrassée par les détournements de fonds publics de son employé Henry Chuan ; mais elles changent aussi parce qu'entre temps Yang Hucheng, victime, entre autres choses, des affaires précédemment évoquées, a été démis de ses fonctions de président du Shaanxi (il reste commandant des troupes de la province) et remplacé par un proche de Chiang Kai-shek, Shao Lizi 邵力子 (1882-1967), qui conservera le poste jusqu'à la fin 1936.

Le personnage de Shao Lizi est d'autant plus difficile à cerner qu'il a été récupéré comme « patriote » et compagnon de route, voire comme crypto-communiste, par l'historiographie officielle — ses sympathies de gauche étaient en effet connues et en 1949 il est passé sans états d'âme du côté du nouveau régime —, si bien que les quelques travaux qui lui ont été consacrés versent systématiquement dans l'hagiographie et sont inutilisables. (Les récentes élucubrations sur son statut de « taupe communiste » dans un ouvrage à succès sur Mao Zedong ne valent guère mieux.) Mais tous les témoignages que nous avons cités s'accordent sur son intelligence, son intégrité et son urbanité, ainsi que son empressement à rencontrer les étrangers de passage : pour ces derniers en tout cas le contraste devait être assez fort avec le général et ex-chef de bandits Yang Hucheng, avec qui d'ailleurs Shao Lizi a conservé d'excellentes relations dans les années suivantes.

Shao Lizi semble avoir œuvré avec une certaine efficacité pour sortir la province de l'arriération. Il est vrai qu'il recueillait le fruit des efforts accomplis depuis 1930, si incomplets aient-ils été, et qu'il bénéficiait d'un environnement politique et économique beaucoup plus favorable que son prédécesseur. Les politiques de développement menées au Shaanxi sous son égide doivent en effet être replacées dans le cadre plus général des efforts d'édification d'un État et d'une économie modernes entrepris par le régime nationaliste à partir du début des années 1930, de façon beaucoup plus systématique et organisée qu'avant. Des projets forts de réforme et de reconstruction avaient été lancés dès l'installation du nouveau gouvernement à Nankin en 1928, mais ils avaient été compromis par l'hostilité de plusieurs satrapes provinciaux au pouvoir de Chiang Kai-shek et par les conflits qui en étaient résultés (ainsi avec Feng Yuxiang), ainsi que par des désastres naturels majeurs comme la grande sécheresse de 1928-1930 dans le Nord-Ouest ou les inondations catastrophiques de la vallée du Yangzi en 1931, ceci sans parler des blocages causés par les conflits internes au Guomindang. L'année 1933 marque sans doute un point tournant, avec la mainmise des technocrates de la NEC et du ministère de l'Industrie sur l'ensemble des politiques de développement. Dans leur vision comme dans celle de leur patron politique, le ministre des finances T.V. Soong, l'édification d'une Chine prospère et indépendante doit d'abord passer par celle d'une base industrielle « nationale » (*minzu*), c'est-à-dire libérée de l'emprise des capitaux étrangers ; et c'est donc dans ce sens qu'ils ont surtout œuvré, non sans un certain succès étant donné les contraintes qu'ils devaient affronter et, surtout, le peu de temps dont ils ont disposé avant que la guerre avec le Japon n'emporte tout.

Dans cette vision le développement de l'agriculture sert avant tout à soutenir la croissance industrielle en améliorant l'offre en matières premières et en développant un marché national pour les produits industriels modernes. C'est ce qu'illustre le cas de la filière coton (étudié par Margherita Zanassi dans un chapitre de *Saving the Nation*, 2006), qui fait l'objet d'une attention soutenue de la part du gouvernement à partir de 1933 et pour laquelle est mise sur pied une « Commission de direction du coton » (Mianye tongzhi weiyuanhui 棉業統制委員會). Tout ceci intéresse directement le Shaanxi puisqu'il s'agit depuis les Qing d'une des principales régions productrices de coton en Chine. L'expansion de la production cotonnière du Guanzhong, son amélioration surtout (pour la rendre compatible avec les normes des filatures industrielles), enfin la mise en place de coopératives rurales pour soutenir le mouvement, tout cela a notablement contribué à la sortie du sous-développement qui s'amorce pour de bon, à ce moment, dans la région. Le Guanzhong au milieu des années 1930 offre un peu l'image en réduction du dynamisme et de l'optimisme alors tellement frappants dans les régions plus proches du centre, de cet effort frénétique de mise en valeur des ressources du pays et de modernisation socio-économique basée sur le progrès scientifique, avec l'encouragement et la collaboration des experts de la Société des Nations. Là encore le temps n'a pas été laissé pour que cet effort puisse influencer en profondeur les conditions de vie et de production dans le monde rural — du moins pas partout.

Nous sommes en effet revenu en conclusion sur la question de l'irrigation au Shaanxi, qui avait été notre point de départ. Or, là se produit incontestablement une mutation qu'on peut dire « scientifique », et qui a eu des effets importants à long terme. Avant toutefois d'évoquer les fondamentaux de l'économie rurale (le crédit, les techniques, la gestion, l'enseignement), il nous a paru intéressant de proposer un panorama, un peu impressionniste sans doute, de ce que nous avons appelé les signes extérieurs de la modernisation dans la région du Guanzhong pendant la même période. En effet, les « fondamentaux » en question ne peuvent être dissociés d'un cadre où beaucoup d'autres choses étaient en train de changer, parfois très sérieusement.

Il y a d'abord la capitale provinciale, Xi'an, dont l'histoire urbaine au xx^e siècle reste à écrire mais où les quelques témoignages de visiteurs étrangers que nous avons cités suggèrent d'assez considérables transformations pendant les années qui nous concernent (entre 1932 et 1937, plus précisément). On voit ainsi apparaître des immeubles modernes — administrations, grands magasins, immeubles de bureaux, banques, hôtels — dont certains sont d'une qualité architecturale comparable à ce qu'on trouve dans les concessions de la côte est, l'électricité et le téléphone se généralisent (mais il n'y a pas encore de système d'adduction d'eau), la circulation automobile cesse d'être une curiosité, les institutions modernes d'enseignement se multiplient, etc. Mais le point crucial, ce sont les communications avec l'extérieur. Avant que le chemin de fer ne finisse par les atteindre, Xi'an et son hinterland n'étaient reliés aux centres vitaux du pays que par une route de terre (l'ancienne route impériale), plus ou moins carrossable depuis le début des années

1920 mais totalement impraticable par temps de pluie : l'on a du célèbre sinologue tchèque Jaroslav Průšek, qui séjournait alors en Chine comme étudiant, une description dantesque du trajet sous la pluie entre Tongguan, à l'accès oriental du Guanzhong, et Xi'an, qu'il compare à une forteresse assiégée au milieu d'un océan de boue. Peut-être Průšek, qui a eu la malchance de visiter le Guanzhong dans de mauvaises conditions météorologiques, en remet-il un peu, et une étude de l'ingénieur Todd sur les routes carrossables du Shaanxi au début 1931 donne en fait une image un peu moins catastrophique de la situation ; mais il est incontestable que l'arrivée du chemin de fer a tout changé.

Le prolongement vers l'ouest de la grande transversale ferroviaire du Longhai, d'abord jusqu'à Tongguan en 1931, puis jusqu'à Xi'an en décembre 1934, était programmé depuis avant la chute de l'empire, mais il avait dû être repoussé à plusieurs reprises par manque de financement ou pour cause de guerre civile. Les choses ont commencé à changer après l'invasion de la Mandchourie en septembre 1931, lorsque la confrontation avec le Japon est apparue inévitable et que, pour cette raison, l'édification d'un « grand arrière » communiquant avec l'Asie centrale et l'URSS est devenue une priorité stratégique pour l'État. Ce n'est pourtant qu'à l'été 1933 que le gouvernement nationaliste réussit à rétablir suffisamment son crédit international pour contracter des emprunts importants à l'étranger, et que par conséquent le chantier du Longhai peut trouver un financement adéquat et être mené à bien en un peu plus d'un an. Pendant les deux années qui suivent la voie est prolongée de 173 km vers l'ouest, jusqu'à Baoji, et jusqu'au Gansu au début des années 1940.

L'arrivée du chemin de fer a radicalement désenclavé l'économie de la vallée de la Wei. Les échanges avec les provinces centrales changent d'échelle. Du jour au lendemain Xi'an sort de la stagnation à laquelle elle semblait condamnée, retrouvant d'une certaine manière le rôle de centre de redistribution qui était le sien à l'époque impériale, sinon sa splendeur du temps de la route de la soie, et devenant accessible aux comforts de la vie moderne. Surtout, le chemin de fer a rendu possible un début d'industrialisation, accéléré encore par la guerre sino-japonaise lorsque certaines industries de l'intérieur sont venues se mettre à l'abri au Guanzhong. Pour E.B. Vermeer, l'auteur qui a étudié le plus en détail l'économie de la vallée de la Wei entre 1930 et 1980 (dans un ouvrage paru en 1988), l'on ne peut vraiment parler de développement économique au Shaanxi qu'après la connexion de Xi'an au réseau ferré. Il nous semble cependant que ce cycle de développement s'est amorcé un peu avant, avec les premiers projets formulés au lendemain de l'installation du pouvoir nationaliste à Xi'an, et parfois effectivement réalisés, à commencer par l'édification du système d'irrigation du Weibei.

Il faut aussi tenir compte d'éléments moins immédiatement matériels (ou économiques) que ceux que nous venons d'énumérer, tels que le développement du système éducatif et, ce qui est lié, le niveau d'expertise scientifique disponible localement. Concernant ce dernier point l'on est par exemple frappé par la qualité de la revue mensuelle d'hydraulique fondée par Li Yizhi en 1932, le *Shaanxi shuili*

yuekan 陝西水利月刊, qui contient une quantité d'articles techniques et d'économie agraire de grande qualité et a continué de paraître jusqu'en 1942. L'investissement dans l'enseignement technique remonte en fait au début des années 1920, et là encore il faut citer en premier Li Yizhi, qui avait alors fondé un collège d'ingénierie dont la section d'hydraulique devait devenir, après diverses péripéties, le département d'hydraulique du célèbre Institut agronomique de Wugong et a été une pépinière d'ingénieurs pour le Shaanxi et au-delà.

La création de l'Institut agronomique du Nord-Ouest (Xibei nongxueyuan 西北農學院), qui date de 1932, passe pour avoir été initiée par deux anciens du régime dissident de l'Armée de Pacification Nationale dont nous avons longuement parlé les années précédentes : Yu Youren, devenu une personnalité influente du régime nationaliste, et le gouverneur Yang Hucheng. L'Institut est également appelé l'École de Wugong 武功, du nom du district où il avait son siège, situé sur la Wei un peu à l'ouest de Xi'an et réputé être le lieu où Houji 后稷, l'un des héros fondateurs de la civilisation chinoise, aurait enseigné l'agriculture à l'humanité. L'École de Wugong semble avoir commencé à fonctionner dès 1932 ; parvenue à son plein développement, en 1936, elle se composait de six départements couvrant tous les domaines de l'agronomie et de la science forestière, disposait de vastes terrains expérimentaux, et était logée dans des bâtiments *high-tech* édifiés par une des entreprises shanghaiennes les plus réputées de l'époque. Ce n'était pas la seule de son genre dans la région — on en mentionne deux autres fondées pendant la même période, à Zhouzhi et à Xianyang —, mais elle a rapidement acquis la réputation nationale qu'elle possède encore aujourd'hui.

L'Institut d'agronomie de Wugong a joué un rôle de premier plan, mais les recherches qu'on y poursuivait et l'enseignement qu'on y dispensait n'ont été qu'un élément parmi d'autres dans la mutation de l'agriculture du Guanzhong qui s'amorce pendant ces quelques années et dont les effets se sont fait très progressivement sentir. Certaines des personnalités associées à la création de l'Institut avaient une vision globale — et non pas simplement agronomique — du développement qu'ils appelaient de leurs vœux dans une région qui était encore, essentiellement, sous-développée. De nouveau le nom de Li Yizhi s'impose, à la fois pour son œuvre en tant que chef du bureau d'hydraulique du Shaanxi, où il a servi jusqu'à son dernier jour, et parce qu'il est représentatif d'une génération d'ingénieurs qui défendaient une approche intégrée de l'ingénierie hydraulique, dans laquelle il ne s'agissait pas simplement d'accroître la productivité et la sécurité de l'agriculture, mais bien d'impulser un développement économique multiforme. David Pietz a montré dans son ouvrage sur les programmes d'aménagement de la rivière Huai à l'époque républicaine (*Engineering the State*, 2002) que cette vision combinant amélioration de l'agriculture, aménagements hydrauliques, institutions de crédit, industrialisation, transports modernes et enseignement était déjà celle de l'homme d'État modernisateur Zhang Jian 張謇 (1853-1926), qu'on peut considérer comme un des pères de l'ingénierie civile moderne en Chine, et qu'on la retrouve au sein du comité d'ingénieurs en charge du programme de la Huai

après 1928, dont Li Yizhi était le chef. Au Shaanxi, Li Yizhi propose au lendemain de l'inauguration du canal Jinghui un plan visant à faire de la région du Weibei ce qu'il appelle « une zone économique complète » (*zhengge de jingji quyu* 整個的經濟區域), financée par les revenus de l'irrigation et servant progressivement de modèle à l'ensemble de la région.

Indépendamment de tout *input* scientifique, le modèle d'irrigation du Weibei, qui donnera dans les vingt années suivantes naissance à sept autres projets sur le pourtour de la vallée de la Wei, de moindre ampleur mais techniquement comparables, a eu des effets spectaculaires, et immédiats : triplement (au minimum) de la productivité par *mu* (confirmé par plusieurs sources concernant la culture du coton), décuplement de la valeur de la terre, et, par delà, repeuplement et reconstruction des villages dévastés par la famine, ouverture sur le marché national grâce au chemin de fer, etc. Mais on observe aussi l'amorce d'une mutation qualitative. Ainsi la Commission de direction du coton, déjà mentionnée, s'efforce-t-elle de disséminer les meilleures variétés de semences et de soutenir économiquement les producteurs au moyen d'un programme de coopératives rurales leur donnant accès à un crédit moins cher et facilitant la commercialisation de leur production. Le Shaanxi dans les années 1930 a un peu été une terre de mission du mouvement coopératif rural né, comme on l'a vu, dans la province du Hebei sous l'égide de la CIFRC et de son secrétaire général Zhang Yuanshan (Y.S. Djang). Dès 1933 la CIFRC et le bureau de reconstruction de la province lancent le mouvement en organisant un stage qui semble avoir débouché sur la création rapide (hâtive, diront les experts de la SDN) d'une trentaine de coopératives au Guanzhong ; et l'année suivante Djang est invité par le gouverneur Shao Lizi à venir diriger le bureau de coopération de la province, poste qu'il occupera pendant deux ans (sans y être très présent, de son propre aveu) avant d'être recruté par le gouvernement nationaliste pour prendre en charge le mouvement coopératif à l'échelle de tout le pays.

Pour en revenir aux intrants fondamentaux de la production agricole, la mutation dont nous avons parlé s'observe autant dans la gestion de l'irrigation que dans les pratiques agricoles proprement dites ; et dans les deux cas l'on peut parler d'une constante négociation entre les principes et le vocabulaire nouveaux introduits par les réformateurs et les traditions auxquelles les paysans restent par définition attachés.

La mutation dans la gestion de l'irrigation avait en fait été initiée dès 1928, lorsque les autorités se réclamant de la révolution nationaliste avaient tenté de centraliser et rationaliser les pratiques dans certains systèmes locaux à travers des associations hydrauliques élues démocratiquement et fonctionnant sous le contrôle des bureaux officiels d'hydraulique. Certains textes que nous avons découverts dans les archives locales avec notre collègue Christian Lamouroux montrent que cette volonté de centralisation rencontrait les plus vives oppositions de la part des notables traditionnellement responsables des communautés d'irrigation et du règlement des conflits, qui supportaient mal que les précédents consignés depuis

des siècles dans les registres ou gravés dans la pierre puissent être remis en question, en même temps que leur pouvoir coutumier. Mais il est clair que le mouvement était irréversible : même s'il ménageait des compromis avec l'organisation traditionnelle des communautés en matière de partage de l'eau et d'entretien des canaux, le modèle instauré à grande échelle avec la modernisation de l'irrigation dans le Weibei sous l'égide du bureau d'hydraulique dirigé par Li Yizhi s'est rapidement imposé. Ces nouvelles procédures introduisaient de nouveaux concepts qu'on peut qualifier de « modernes », qu'elles s'attachaient à diffuser par le moyen de manuels distribués aux utilisateurs : méthodes « scientifiques » pour mesurer le terrain, les débits, les charges d'alluvions ou les temps d'irrigation, rationalisation de la distribution et de l'utilisation de l'eau en tenant compte des différents types de culture et des différents moments du cycle agricole, et règles strictes pour le paiement des droits sur l'eau et le financement de l'entretien, tout cela sous la supervision étroite du bureau d'hydraulique. Il s'agissait en somme d'optimiser les effets de l'irrigation et d'éviter les gaspillages et les disputes qui étaient le pain quotidien des organisations traditionnelles. Cet héritage sera repris au moment de la collectivisation dans les années 1950, mais ce sera alors dans un contexte socio-économique et politique entièrement nouveau.

*

Nous avons donné deux cours à l'Université Ca'Foscari de Venise sur les sujets suivants : « Engineers and State Building in Republican China : Li Yizhi (1882-1938) and his circle », et « Militarism and the Revolutionary Connection in Late-Qing and Early Republican Shaanxi Province », ainsi qu'un séminaire consacré aux sources de l'histoire moderne du Shaanxi.

*

Le séminaire de cette année a pris la forme d'un colloque qui s'est réuni les 23 et 24 juin 2008 et a traité de « L'émergence de la profession d'ingénieur en Chine ». Il s'agissait de faire état de nouvelles recherches sur l'introduction en Chine des différentes disciplines de l'ingénierie moderne depuis la fin des Qing jusqu'à la fin des années 1930, ainsi que sur les aspects économiques, sociaux et politiques du développement de la profession d'ingénieur. Des éléments de comparaison internationale ont également été présentés.

Les interventions suivantes ont été proposées :

Pierre-Étienne Will (Collège de France) : « Présentation générale et problématique ».

Marianne Bastid-Bruguière (CNRS, Académie des Sciences Morales et Politiques) : « La naissance du métier d'ingénieur en Chine : du génie maritime au génie civil, 1866-1911 ».

Bruno Belhoste (Université Paris 1) : « Le système de formation des ingénieurs dans la première mondialisation : organisations nationales et circulations internationales ».

Iwo Amelung (Université de Francfort) : « The Yellow River in Germany. On engineering interaction between China and Germany in the first half of the 20th century ».

Delphine Spicq (Collège de France) : « Parcours d'ingénieur et enseignement technique à Tianjin ».

Xiaohong Xiao-Planes (INALCO) : « La formation et l'émergence des ingénieurs-entrepreneurs dans les années 1920 et 1930 ».

Pierre-Étienne Will : « *L'Association of Chinese and American Engineers* et sa revue (1920-1940) ».

Françoise Kreissler (INALCO) : « La Chine républicaine et la Société des Nations : contextes et programmes d'une coopération technique transcontinentale ».

Natalie Delande-Liu (Département d'Histoire de l'Architecture, Architecture-Ville-Design, Université Paris 1) : « De l'ingénieur à l'architecte : genèse d'une modernisation professionnelle dans l'industrie architecturale à Shanghai (fin XIX^e-début XX^e siècle) ».

Konstantinos Chatzis (École Nationale des Ponts et Chaussées) : « L'émergence et l'affermissement de la profession d'ingénieur en Grèce, 1830-1940 ».

PUBLICATIONS

« La génération 1911 : Xi'an, 1905-1930 », in Alain Roux, Yves Chevrier et Xiaohong Xiao-Planes (éd.), *Citadins et citoyens dans la Chine du XX^e siècle* (Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2008), pp. 347-418.

« Views of the Realm in Crisis : Testimonies on imperial audiences in the nineteenth century », *Late Imperial China*, 29, n° 1 Supplement (June 2008), pp. 125-159.

« Virtual Constitutionalism in Late Imperial China : The Case of the Ming Dynasty », in Stephanie Balme et Michael Dowdle (éd.), *Constitutionalism and judicial power in China*, New York, Palgrave Mac Millan, sous presse.